Colombie : "Uribe ne veut pas d’accord humanitaire"

12-06-2008

Entretien avec Gustavo Moncayo, père de Pablo Emilio séquestré par les FARCEn Colombie, ils ont baptisé Moncayo comme "Marcheur de la paix" pour demander la libération de son fils, otage de la guérilla depuis dix ans. Moncayo croit que le gouvernement d’Uribe a un intérêt pour continuer le conflit.

Le professeur Gustavo Moncayo serre fort les chaînes qui entourent son cou et ses poignets, et ses yeux commencent à s’assombrir. Il se souvient de son fils, de ses projets et de ses fiancées. Du jour où le jeune brigadier lui a dit qu’il allait travailler encore un an dans l’armée pour faire des économies et pour les aider à terminer de construire la maison familiale. Après, il renoncerait pour commencer l’université. "Mais l’année ne s’est jamais terminée", a-t-il dit avec la voix cassée. Le 21 décembre 1997, les FARC ont pris le quartier du crtto de Patascoy et 18 militaires comme prisonniers, parmi eux, son fils, le brigadier en second, Pablo Emilio Moncayo. Il avait seulement 18 ans. De l’autre côté de la table, sa fille Yuri Tatiana essaie de ne pas le regarder. Avec le regard perdu dans la rue Corriente, la plus jeune soeur du séquestré le plus ancien des FARC fait des efforts pour ne pas pleurer. Après quelques minutes en silence, Moncayo se sèche les larmes et change le ton de voix. "Nous sommes ici pour que la présidente Cristina (Fernandez de Kirchner) écoute notre histoire et nous aide à concrétiser l’échange humanitaire", dit à Página/12 l’homme que les colombiens ont baptisé le "Marcheur de la paix".Pendant dix ans, le professeur Moncayo a lutté pour que son fils ne soit pas un otage de plus. "Dans le monde, tout le monde connaît Ingrid Betancourt et demande sa libération. Les autres ont perdu jusqu’à leur identité. C’est une insulte que ni moi ni ma famille ne pouvons accepter", a expliqué hier le professeur d’histoire de 56 ans. Pour tirer Pablo Emilio de l’anonymat, il s’est réuni avec les trois derniers présidents colombiens et avec tous les dirigeants des FARC. Avec des mots de soutien mais sans solutions concrètes, il s’est enchaîné et a entrepris la traversée qui le marquera pour toujours. Il a marché plus de 1200 kilomètres de son Nariño natal jusqu’à Bogotá. Il a parlé sur chaque place, dans chaque village, dans chaque ville et, en peu de temps, son histoire et ses chaînes se sont convertis en icône de la souffrance des séquestrés et de leurs familles.Cette année le Marcheur de la paix a commencé une nouvelle traversée, mais cette fois dans le monde. Il a parcouru la France, l’Espagne, Bruxelles et le Vatican, et au retour dans la région, il a demandé le soutien des gouvernements du Nicaragua, de la République dominicaine, du Mexique, de l’Équateur, du Venezuela et, cette semaine, de l’Argentine.- Dans les derniers jours, vous vous êtes réuni avec les présidents Hugo Chavez et Rafael Correa. De quoi avez-vous parlé ?Les deux m’ont communiqué leur engagement de continuer de travailler pour la liberté de tous les séquestrés, au-delà des tensions et des frictions qui existent avec le président Uribe.- Que pensez-vous de l’appel que Chavez a fait aux FARC pour libérer tous les otages, sans conditions ?Chavez, avec ses erreurs, est un homme d’une énorme qualité humaine, en qui on sent que l’on peut avoir confiance. Ses mots d’hier ont seulement réaffirmé cette impression.- Il y a moins d’un an, vous avez parlé au président Alvaro Uribe. Quelle impression vous a causé cette rencontre ?Je ressens de la douleur, de la tristesse et de l’impuissance parce qu’on ne peut pas déposer toute la confiance en son président. Il est un homme arrogant et qui fait étalage de son pouvoir, qui veut imposer sa volonté au-dessus de tout. L’unique manière de lutter avec la tristesse et la frustration que cela provoque est de penser que pourvu que change bientôt ce gouvernement et que le prochain leader ait ayez vraiment une volont d’atteindre la paix et la libération de tous les séquestrés.- Le gouvernement d’Uribe ne veut-il pas atteindre l’accord humanitaire ?Non et il est très facile de le démontrer. Dans le processus de paix du Caguán, les FARC ont unilatéralement libéré 370 soldats. Les 50 premiers en échange de guerrilleros malades et le reste, comme un geste pour atteindre un processus de paix. Aujourd’hui le président Uribe dit que le processus dans le Caguán a été une erreur et c’est pour cela qu’il refuse de libérer (militairement) Floride et Pradera (zone neutre, exigence des FARC). Je lui dis que ce n’a pas été une erreur parce que 370 personnes ont été libérées. Avec seulement un cela aurait déjà été suffisant pour justifier le dialogue : mais c’était 370 !- Pourquoi croyez-vous qu’il n’y a pas eu plus de progression ?Parce qu’il y a beaucoup d’intérêt dans ce que la guerre continue. Ce gouvernement se remplit les poches l’argent de tout le monde pour combattre la guérilla.- Comment était-ce de parler aux dirigeants des FARC durant les négociations du Caguán (1998-2002) ?Frustrant. Nous leur demandions de nous donner des preuves de vie, de nous permettre de leur apporter des médicaments, des vêtements et de leur permettre d’étudier dans la forêt. Mais ils nous répondaient toujours la même chose : nous libérerons vos enfants en échange de guerrilleros qui sont en prison et qui souffrent aussi. Je pense qu’ils ont aussi un ressentiment. Beaucoup de guerrilleros qui ont été arrêtés ont été frappés et torturés. Je crois qu’ils ont la même douleur que moi. Ils défendent leur mouvement et leur gens. C’est pour cela que s’il y a la même douleur, on peut mitiger à travers du dialogue et de la compréhension.María Laura Carpineta, Pagina/12 (Argentine), 10 juin 2008.Traduit par http://amerikenlutte.free.fr